

Nos rapports révèlent que les conditions actuelles d'humidité dans la plupart des régions de l'ouest du Canada sont probablement beaucoup plus favorables que celles de l'an dernier. Nous connaissons une région de la Saskatchewan où le manque d'eau se fait particulièrement sentir, mais les semences ont bien germé dans la plupart des régions, et si elles sont arrosées d'ici une semaine ou dix jours, on peut encore s'attendre à une excellente récolte.

\* \* \*

### LE REVENU NATIONAL

SAINT-JEAN (NOUVEAU-BRUNSWICK)—LE SERVICE DES  
DOUANES

**M. Mike Landers (Saint-Jean):** Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. Le ministre est-il en mesure de faire cesser les rumeurs sur les compressions de personnel des douanes à l'aéroport de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick?

**L'hon. William Rompkey (ministre du Revenu national):** Madame le Président, je remercie le député de sa question. Je peux lui garantir qu'il n'y aura pas de réduction de service à Saint-Jean. On a fait une étude sur l'utilisation idéale des ressources humaines, mais je peux certifier au député que les services offerts par mon ministère dans cette ville ne seront pas réduits.

\* \* \*

### LES AFFAIRES INDIENNES

LE CONFLIT À LA RÉSERVE DE RESTIGOUCHE (QUÉ.) AU SUJET  
DE LA PÊCHE

**M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin):** Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. J'ai parlé au chef de la bande indienne de Restigouche, et il m'a dit qu'environ 200 agents de la Sûreté du Québec ont cerné la réserve. Le conflit a éclaté à propos de la pêche. Les enfants ne peuvent pas se rendre à l'école et le bureau de la bande est cerné.

Le ministre pourrait-il dire s'il a envoyé des hauts fonctionnaires sur place pour essayer de résoudre le problème et s'il y a du nouveau?

**L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Madame le Président, je tiens à signaler au député que je viens d'apprendre que la police a quitté la réserve de Restigouche; le chef de la bande a discuté avec les représentants du gouvernement québécois et avec le sous-ministre, M. Goudreau; la bande reprend les négociations. Le différend porte sur le nombre de jours de pêche. Les Indiens veulent pêcher six jours, le gouvernement du Québec, qui exécute la loi sur les pêches, veut trois jours, et le conflit porte sur la différence de trois jours. Les parties ont accepté de reprendre les négociations.

LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

**M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin):** Madame le Président, je voudrais poser une brève question supplémentaire.

### Questions orales

Pour que le chef de la bande puisse avoir une idée de ce qui s'est passé, le ministre peut-il nous dire s'il y a sur les lieux des fonctionnaires de son ministère capables de tenir la situation en main et si d'autres fonctionnaires fédéraux ont été mêlés à cette affaire, par exemple des membres de la GRC ou des représentants du ministère des Pêches?

**L'hon. John C. Munro (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Madame le Président, je ne pense pas que la GRC ait été mêlée à cette affaire. Seule la Sûreté provinciale du Québec est en cause. Je pense que l'affaire a éclaté seulement ce matin. Le directeur général pour la région du Québec a communiqué avec moi. Il continue à surveiller la situation attentivement et il est prêt à offrir ses services pour les négociations.

\* \* \*

### LES MESURES D'URGENCE

LA TAXE SUR LES MATÉRIEAUX UTILISÉS POUR RÉPARER LES  
DOMMAGES CAUSÉS PAR DES DÉSASTRES NATURELS

**M. Bruce Halliday (Oxford):** Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil privé à titre de ministre chargé de la Planification d'urgence Canada. On nous informe que, lors de la conférence des ministres et fonctionnaires fédéraux et provinciaux chargés de la planification d'urgence qui a eu lieu le 5 juin, les participants ont examiné notamment «des dispositions plus équitables pour le partage du coût financier des désastres naturels importants».

Puisque l'un des objectifs du gouvernement à cet égard consiste à atténuer les souffrances humaines et que le gouvernement a commencé à discuter avec les provinces des arrangements relatifs aux mesures visant à secourir les victimes des désastres, puis-je demander au ministre s'il a parlé à ses collègues provinciaux de la possibilité de rembourser la taxe d'accise sur les matériaux utilisés pour réparer ou remplacer les immeubles et autres biens perdus à cause de catastrophes? Sinon, peut-il nous dire pourquoi?

[Français]

**L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé):** Madame le Président, effectivement vendredi dernier j'ai eu l'honneur de présider une conférence fédérale-provinciale sur la planification des mesures d'urgence au Canada avec mes collègues responsables du même sujet pour chaque province, et l'esprit de cette rencontre a été très encourageante. De fait, on a fait montre d'une volonté commune de collaborer davantage pour que dans chaque région partout au Canada on soit en mesure de répondre d'une façon plus efficace, plus significative et plus constructive aux diverses situations d'urgence qui peuvent se présenter. Quant à la suggestion bien précise et bien limitée avancée par l'honorable député, aucun ministre provincial n'en a parlé lors de la conférence, du moins pas à ma connaissance et j'y ai assisté toute la journée. Quoi qu'il en soit je prends note de la suggestion de l'honorable député, puisque nous sommes toujours en consultation, et je la prendrai en sérieuse considération.